



# **Statut de supérieur hiérarchique pour les directeurs, établissements publics de l'enseignement primaire : C'est hors de question !**

## **- Comment ose-t-il ?**

Le ministre de l'Education n'a aucun scrupule. Suite au suicide de notre collègue Christine Renon, suite aux manifestations en hommage à celle-ci (plusieurs milliers de personnes réunies à Bobigny le 3 octobre, des grèves et rassemblements partout sur le territoire national), ce dernier ose tenter de récupérer l'émotion vive que cela suscite pour remettre sur la table la question du statut de supérieur hiérarchique du directeur d'école et les EPEP.

## **- C'est scandaleux et inacceptable !**

Alors que les enseignants et parents mobilisés contre la Loi Blanquer lui ont imposé de retirer les EPSF de sa Loi, celui-ci profite de la situation pour les faire entrer par la fenêtre. Et s'appuie sur les amendements et le rapport de la députée qui avait proposé le statut de supérieur hiérarchique des directeurs, pour répondre au ras-le-bol généralisé de notre profession qui s'exprime à nouveau suite au suicide de la collègue.

**Pour les organisations  
FNEC-FP FO 89, FSU 89, SUD Education 89 et CGT Educ'action :  
c'est NON et encore NON !**

## **- Cette récupération est une honte.**

Les enseignants ne veulent pas de la remise en cause de leurs droits et de leur statut, ne veulent pas des EPSF ou EPEP, ne veulent pas du statut de supérieur hiérarchique pour nos collègues directeurs !

**Non ! Ce que veulent les enseignants est clair et a été exprimé dans tous les rassemblements en hommage à Christine Renon :**

- la création de postes d'aide à la direction pour toutes les écoles ;
- du temps de décharges supplémentaires pour les enseignants en charge de direction ;
- le respect de la souveraineté du conseil des maîtres et de ses décisions, le respect de la liberté pédagogique ;
- des moyens pour investir dans le matériel indispensable au bon fonctionnement de nos écoles et de nos établissements pour nos élèves et pour nos conditions de travail ;
- la garantie de la santé, de l'intégrité morale et physique des personnels ;
- le développement d'une réelle médecine préventive à la hauteur des besoins, non externalisée ;
- des RASED à hauteur des besoins ;
- le développement d'une réelle médecine scolaire pour nos élèves ;
- l'abandon de la réforme des rythmes scolaires.

Cela sera bien entendu évoqué dans les réunions et assemblées intersyndicales organisées dans les établissements et les différents secteurs du département contre la réforme des retraites.

Cela nous pousse à nous inscrire pleinement dans la construction du rapport de force face à ce gouvernement sourd à nos revendications et à nous engager encore davantage dans la perspective d'un mouvement massif et dans la construction de la grève à partir du 5 décembre.

**Toutes et tous ensemble :  
Dès maintenant, préparons, construisons, organisons un mouvement massif  
et la grève à partir du 5 décembre.**